

**Arrêté du 18 août 2015 portant détachement de Mme Isabelle WINCKLER
dans l'emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires
en sa qualité d'inspectrice des services pénitentiaires**

NOR : JUSK1540041A

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de justice administrative, notamment ses articles R 421-1 et suivants ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n°2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire ;

Vu l'ordonnance n°58-696 du 6 août 1958 modifiée par la loi n°92-125 du 6 février 1992 relative au statut spécial des personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n°66-874 du 21 novembre 1966 relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n°85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n°2007-930 du 15 mai 2007 portant statut particulier du corps des directeurs des services pénitentiaires, notamment son article 19 ;

Vu le décret n° 2007-931 du 15 mai 2007 relatif au statut d'emploi de directeur interrégional et de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté du 19 septembre 2014 modifié par l'arrêté du 30 octobre 2014 fixant la liste des emplois de directeur interrégional et de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, notamment son article 3 ;

ARRÊTE

Article 1

Mme Isabelle WINCKLER, directrice des services pénitentiaires hors classe, inspectrice des services pénitentiaires en résidence administrative à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille, est détachée dans le statut d'emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, à compter du 18 mai 2015, pour une durée de trois ans, renouvelable une fois et pour une durée similaire.

Article 2

En application des dispositions prévues par les articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de la date de notification à l'intéressée.

Article 3

La directrice de l'administration pénitentiaire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié à l'intéressée.

Fait le 18 août 2015.

La garde des sceaux, ministre de la justice,
Par délégation,
L'adjointe au chef du bureau de la gestion
personnalisée des cadres,

Fabienne LEMOINE